



\*0000370923\*

**EXTRAIT**  
**du**  
**Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

**L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS et le mercredi 22 mars à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de la ville de DAX, convoqué le 16 mars 2023, s'est réuni en mairie dans la salle du conseil, sous la présidence de M. Julien DUBOIS, Maire, en séance publique.**

Nombre de membres afférents au conseil municipal	35	Date de la convocation : 16 mars 2023
Nombre de présents	30	
Nombre de pouvoirs	5	Date de publication : 28 mars 2023
Suffrages exprimés	35	

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

Mme Martine DEDIEU, M. Grégory RENDE, Mme Sarah PECHAUDRAL-DOURTHE, Mme Marie-Constance LOUBERE BERTHELON, M. Amine BENALIA BROUCH, Mme Marylène HENAULT, M. Guillaume LAUSSU, Mme Martine ERIDIA, M. Alexis ARRAS, M. Julien RELAUX, Mme Florence PEYSALLE, Mme Gisèle CAMIADE, M. Olivier COUSIN, Mme Aline DUZERT, M. Jean-Paul DUBOURDIEU, Mme Sandra LARTIGAU, M. Benoît LAMIABLE, Mme Carine BROUSTAUT, M. Guillaume SEGUIER, Mme Marylène DESTANDAU, M. Patrice BOUCAU, Mme Fanny MESPLET, Mme Axelle VERDIERE BARGAOUI, M. Yves LOUME, Mme Isabelle RABAUD-FAVEREAU, M. Pierre STETIN, Mme Viviane LOUME-SEIXO, M. Bruno JANOT, M. Didier ZARZUELO.

**ABSENTS ET EXCUSÉS :** M. Pascal DAGES, Mme Martine LABARCHEDE, M. Vincent MORA, M. Michel GUILLEMIN, Mme Audrey LALOTTE.

**POUVOIRS :**

M. Pascal DAGES donne pouvoir à Mme Sarah PECHAUDRAL-DOURTHE,  
Mme Martine LABARCHEDE donne pouvoir à Mme Martine DEDIEU,  
M. Vincent MORA donne pouvoir à Mme Marie-Constance LOUBERE BERTHELON,  
M. Michel GUILLEMIN donne pouvoir à M. Julien DUBOIS,  
Mme Audrey LALOTTE donne pouvoir à M. Julien RELAUX.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mme Fanny MESPLET.

**OBJET : GROUPEMENT DE COMMANDES : ACHAT TITRES RESTAURANT**

**VU** le Code de la commande publique et notamment ses articles L2113-6 et L2113-7,

**VU** l'article L1414-3 II du Code général des collectivités territoriales.

**CONSIDÉRANT** que la ville de Dax a proposé au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'adhérer à un groupement de commandes pour l'émission, la livraison et le suivi de gestion

de titres-restaurant destinés aux agents,

**CONSIDÉRANT** que ce groupement est à durée permanente et que les modalités de fonctionnement sont décrites dans la convention ci-jointe,

**CONSIDÉRANT** qu'il est notamment prévu, conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3 II du Code général des collectivités territoriales, l'attribution de l'accord-cadre par la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement de commandes à savoir celle de la ville de Dax.

**SUR PROPOSITION DE Mme HENault Marylène, Adjointe au Maire, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL PAR 35 VOIX POUR,**

**AUTORISE** l'adhésion au groupement de commandes et les termes de la convention afférente jointe en annexe relative à l'achat de titres-restaurant consistant en l'émission, la livraison et le suivi de gestion de titres-restaurant destinés aux agents,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention et toutes les pièces s'y rapportant .

**Délibéré en séance,  
Les jours, mois et an que dessus,  
Suivent les signatures au registre  
pour copie conforme,**



Julien DUBOIS  
Maire de Dax  
Président du Grand Dax

« La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos - 50, cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>). »

**CONVENTION CONSTITUTIVE  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
EMISSION, LIVRAISON ET SUIVI DE GESTION DE  
TITRES-RESTAURANT**

Articles L2113-6 à L2113-7 du Code de la commande publique

Adresse du coordonnateur du groupement :

Ville de Dax  
Rue Saint-Pierre  
CS 9007  
40107 Dax Cedex

Pour toute information,  
contacter le service de la commande publique ([commande.publique@grand-dax.fr](mailto:commande.publique@grand-dax.fr))

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La Ville de Dax et son Centre Communal d'Action Sociale doivent procéder, pour l'accomplissement de leurs missions de service public à l'achat de titres-restaurant destinés aux agents. consistant en l'émission, la livraison et le suivi de gestion de titres-restaurant.

Le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs permet d'optimiser la procédure de passation de l'accord-cadre et d'assurer des économies d'échelle.

La présente convention a ainsi pour objet de constituer un groupement de commandes (ci-après « le groupement ») en application de l'article L2113-7 du Code de la commande publique et d'en définir les modalités de fonctionnement.

## **ARTICLE 2 – MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement de commandes sont la Ville de Dax et son CCAS ainsi que les communes et établissements publics qui souhaiteront adhérer ultérieurement à la présente convention.

Chaque membre est représenté par la personne habilitée à signer la présente convention.

## **ARTICLE 3 – NATURE DES BESOINS**

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins des membres dans les domaines suivants :

- Émission, livraison et suivi de gestion de titres-restaurant

Le(s) contrat(s) conclu(s) pour répondre à ces besoins pourront constituer un (des) marché(s) public(s) au sens de l'article L1110-1 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION**

Le groupement est constitué à titre permanent une fois la présente convention signée. La convention est donc conclue pour une durée illimitée.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT**

### **5.1 - Adhésion au groupement**

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

Pendant la durée du groupement, les demandes d'adhésions sont adressées au coordonnateur du groupement.

L'adhésion d'un nouveau membre peut se faire à tout moment. Mais elle ne pourra intervenir qu'à l'occasion de la passation d'un nouvel accord-cadre par le groupement, et non pour l'accord-cadre qui serait éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

Accusé de réception en préfecture 040-214000887-20230323-20230322-15-DE Date de télétransmission : 28/03/2023 Date de réception préfecture : 28/03/2023
--

## **5.2 - Retrait du groupement**

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. La décision de retrait est notifiée au coordonnateur, par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine. Le retrait ne prendra effet qu'à l'expiration de l'accord-cadre, reconduction(s) comprise(s). Le coordonnateur informe les parties de ce retrait.

Le membre exerçant son droit de retrait reste donc soumis au respect des engagements qu'il aurait déjà contractés auprès du ou des titulaires de l'accord-cadre.

L'exercice du droit de retrait d'un membre n'emporte pas résiliation de la convention, laquelle continue de s'appliquer et de produire ses effets à l'égard des autres membres.

### **ARTICLE 6 – COORDONNATEUR ET SIEGE DU GROUPEMENT**

Les parties conviennent de désigner la Ville de Dax, comme coordonnateur du groupement de commandes, ayant ainsi la qualité d'acheteur public au sens des articles L1210-1 et L1211-1 du Code de la commande publique.

Le siège administratif du groupement est fixé à l'Hôtel de Ville, rue Saint-Pierre à Dax (adresse postale complète en première page).

### **ARTICLE 7 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Les membres de la convention donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir le dossier de consultation.

La rédaction des pièces de l'accord-cadre visé à l'article 1 sera réalisée par le coordonnateur.

A cet effet, les membres du groupement lui transmettront toutes les informations nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à toutes les missions inhérentes à la préparation et la passation de l'accord-cadre, dont notamment :

- coordonner la définition des besoins et procéder à leur centralisation ;
- déterminer le cadre juridique de la procédure d'achat conformément aux règles en vigueur ;
- établir le dossier de consultation des entreprises ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates ;
- mener le cas échéant toutes les négociations ;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la commission d'appel d'offres du groupement ;
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- informer le ou les titulaire (s) de l'accord-cadre qu'il(s) a (ont) été retenu(s) ;
- rédiger le rapport de présentation prévu à l'article R2184-1 du Code de la commande publique ;
- transmettre le cas échéant les pièces du marché ou de l'accord-cadre au contrôle de légalité ;
- signer et notifier, au nom et pour le compte des membres du groupement, l'accord-cadre ;
- transmettre aux membres du groupement les pièces contractuelles ;
- faire paraître l'avis d'attribution.

Chaque membre du groupement est en revanche chargé de suivre l'exécution de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne sur la base des besoins qu'il a préalablement

Accusé de réception en préfecture  
040-21400887-20230323-20230322-15-DE  
Date de télétransmission : 28/03/2023  
Date de réception préfecture : 28/03/2023

exprimés, et notamment d'émettre les bons de commande et de payer les factures afférentes.

Le coordonnateur demeure néanmoins seul compétent pour conclure les éventuels avenants et éventuels actes de sous-traitance et reconduire le cas échéant l'accord-cadre.

En outre, le coordonnateur peut assurer un rôle d'assistance auprès des membres dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 8 – MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chacun des membres du groupement devra déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur dans les délais impartis.

Chacune des parties s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre portant sur l'intégralité de ses besoins conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique et l'article 7 de la présente convention.

En cas de difficultés rencontrées en cours d'exécution, le membre est invité à en informer le coordonnateur du groupement, notamment si ces difficultés sont de nature à envisager le cas échéant une non reconduction de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur.

La commission d'appel d'offres du groupement choisit le cocontractant dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres l'a approuvée et transmise au contrôle de légalité.

## **ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

Le coordonnateur prend en charge l'intégralité des frais liés au fonctionnement du groupement ainsi qu'à l'exécution de ses missions telles que mentionnées à l'article 7 de la présente convention.

Chaque membre du groupement est chargé d'assurer le règlement au(x) titulaire(s) des sommes de l'accord-cadre qui le concerne.

Accusé de réception en préfecture 040-21400887-20230323-20230322-15-DE Date de télétransmission : 28/03/2023 Date de réception préfecture : 28/03/2023
---

**ARTICLE 12 – CAPACITE A ESTER EN JUSTICE**

Pour les litiges relatifs à la passation des accords-cadres objet de la présente convention, le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Concernant les litiges relatifs à l'exécution des accords-cadres objet de la présente convention, (ceux)-ci relèvent individuellement de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

**ARTICLE 13 – DISSOLUTION DU GROUPEMENT**

Le présent groupement est dissout de fait en cas de retrait du coordonnateur.

Toutefois, la dissolution ne peut intervenir avant le terme de l'accord-cadre en cours.

**ARTICLE 14 – LITIGES**

La présente convention est régie par le droit français. En cas de difficultés lors de son exécution, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ne trouvant pas de solution amiable ressort du Tribunal administratif de Pau.

**DISPOSITION FINALE**

Il est établi autant de conventions avec le coordonnateur qu'il y a de membres. Chaque convention est établie en 2 exemplaires originaux qui font seuls foi, un exemplaire étant conservé par le coordonnateur, l'autre par le membre du groupement.

Fait à Dax , le  
Monsieur le Maire de Dax,

Julien DUBOIS  
Maire de Dax  
Président du Grand Dax

ET

Madame/Monsieur .....  
Maire de .....  
*ou*  
Président de .....  
Signature :

Accusé de réception en préfecture  
040-214000887-20230323-20230322-15-DE  
Date de télétransmission : 28/03/2023  
Date de réception préfecture : 28/03/2023